

**COMITE DIRECTEUR
DES 13 ET 14 JANVIER 1990
DISCOURS DE PIERRE MAUROY**

Monsieur le Premier Ministre, Cher Michel,

Chers Camarades,

Les Comités Directeurs se suivent, tous rythmés par ce vent de liberté que l'actualité fait souffler sur le monde. Quelques jours avant notre dernier Comité Directeur, le mur de Berlin s'écroulait et la Tchécoslovaquie entamait son processus de démocratisation. Quelques semaines avant notre réunion d'aujourd'hui, c'est la Roumanie qui à son tour se libérait de son dictateur et le Chili qui élisait démocratiquement son nouveau Président.

Et pour nous, c'est aujourd'hui un rendez-vous pas comme les autres. Non seulement ce Comité Directeur est prévu par nos statuts mais ces derniers nous imposent le sujet du jour : la recherche de la synthèse.

Il y a six mois déjà, j'invitais par une lettre tous les militants au débat. Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette première phase dite de contributions ?

D'abord que ce débat a été riche puisque jamais militant socialiste n'avait vu soumettre autant de textes à sa réflexion.

Ensuite, qu'il a été large puisque jamais Congrès Socialiste n'avait vu des membres du Gouvernement s'engager autant dans la discussion.

Enfin, qu'il a été nourri par une actualité bouillonnante. En France, ce sont les questions sociales et les questions de société qui ont mobilisé toutes les passions. Dans le monde, c'est le mouvement vers la liberté et la démocratie dans les pays de l'Est, et en Amérique Latine, qui ont suscité toutes les espérances.

C'est par là même le problème de la paix qui s'est posé en des termes renouvelés, nous incitant à réfléchir à une nouvelle approche géo-politique. De cette analyse sont nées l'idée d'une Confédération européenne lancée par le Président de la République lors de la présentation de ses vœux au pays et la perspective renforcée du désarmement.

Même s'il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions, il est sûr, comme l'a dit cette semaine François Mitterrand à "Vendredi", que "l'on peut d'ores et déjà estimer que le désarmement - qui reste une priorité- commande une approche adaptée aux réalités d'aujourd'hui."

Bref, il n'est que temps pour commencer à réfléchir et à ouvrir ce débat capital qui en commande beaucoup d'autres.

Est-il nécessaire de le souligner : les socialistes n'ont jamais adhéré à l'illusion moderne que l'accumulation des armements constituait le plus sûr moyen de garantir la paix. Notre Convention Nationale de 1977 a fait du désarmement l'une de ses principales priorités politiques. Plus récemment, nous avons souligné à la suite du rapport Brandt le lien entre sur-armement et sous-développement. Nous ne pouvons donc qu'approuver les initiatives des super-puissances visant à la réduction de leurs stocks centraux et encourager les discussions sur une diminution des forces conventionnelles en Europe.

L'évolution de la situation à l'Est appellera de nouvelles étapes dans ce processus de désarmement. La France s'y associera sans d'ailleurs sacrifier ses impératifs de sécurité mais en les adaptant à l'évolution des grands changements en cours.

La qualité d'une défense ne se mesure pas exclusivement au nombre de Francs dépensés par rapport au PNB. L'effort militaire doit être fondé sur une stratégie, ce qui signifie qu'il doit évoluer lorsque la menace évolue. Au coeur du débat se trouve donc l'évolution de la menace.

Certes, nous savons que la démocratisation n'est pas la paix. Nous savons également que l'URSS demeure une grande puissance et la compétition, sinon l'affrontement, la règle.

Mais nous savons aussi que dans ce nouveau contexte géopolitique, le meilleur atout de la paix réside autant dans la volonté de désarmer que dans l'équilibre des forces.

Quelle serait à terme la crédibilité d'une dissuasion dont les feux seraient pointés sur ceux-là mêmes à Varsovie, Prague ou Budapest à qui nous tentons aujourd'hui d'apporter assistance et solidarité ? Et peut-on prétendre sérieusement, comme le voudraient certains à droite, que l'effort de sécurité doit s'appuyer sur une augmentation des dépenses militaires ?

* *

*

Mes chers camarades,

J'ai le sentiment que sur tous ces problèmes - la nouvelle étape sociale, le désarmement, la laïcité, l'intégration - nous pourrions honnêtement réussir une très large synthèse entre nous.

Voilà pourquoi je ne vois nulle contradiction entre l'appel au débat que je lançais il y a six mois et la synthèse que je souhaite aujourd'hui dans la mesure où la discussion menée depuis six mois l'a préparée.

Cette synthèse la plus large est la solution qui a toujours eu ma préférence. Elle permettrait d'utiliser les deux mois qui viennent pour préparer un Congrès de rassemblement, de cohésion et de rénovation.

Elle nécessiterait bien sûr un accord entre les amis de Michel Rocard et nous pour définir les contours de la nouvelle étape sociale que nous souhaitons tous.

Mais elle aurait l'avantage d'éviter que le Premier ministre signe et défende seul sa propre motion, ce qui jusqu'ici n'était pas notre pratique.

Et pourtant, cette large synthèse souhaitée ne se fera pas aujourd'hui.

Un premier rassemblement va pourtant s'opérer autour de Louis Mermaz, de Lionel Jospin, de Michel Delebarre et de moi-même. Reconnaissons qu'il est moins large que ce que l'on pouvait souhaiter. Mais reconnaissons aussi qu'il l'est bien davantage que ce que beaucoup supposaient. Je m'en réjouis.

Nous avons participé aux mêmes attelages. Nous partageons les mêmes idées. Nous sommes fiers du rôle que nous a assigné l'histoire de notre parti depuis que François Mitterrand en a pris la tête à Epinay. Et nous sommes bien conscients que cette histoire, si elle ne nous donne pas de droits, nous impose sans doute un devoir supplémentaire, celui de rester unis.

Pourra-t-on aller plus loin ? Laurent Fabius et Jean Poperen ont confirmé leur volonté de déposer une motion. Je doute que cette situation puisse se modifier maintenant. Ne dramatisons pas pour autant. Il est vrai qu'il y a longtemps que les militants n'ont pas voté. Il y a même quelque chose de naturel à nous départager sur cette part d'impondérable qui n'est rien et qui est tout, à savoir un rapport de forces en politique.

Permettez-moi d'ajouter pour moi et mes amis, nous avons repris la place naturelle qui était la nôtre à Epinay. Nous avons fusionné avec les A, autant avec Jean Poperen qu'avec Laurent Fabius, Louis Mermaz ou Lionel Jospin.

Notre courant s'est divisé dans les conditions que vous savez. J'ai été élu Premier Secrétaire et chacun peut comprendre que la première synthèse a été celle de mes amis et de Lionel Jospin. Le fait du jour est qu'une motion sera déposée par Louis Mermaz, Lionel Jospin et moi-même. Ce qui a fait notre histoire ne s'effacera pas. Je resterai toujours dans la même disposition d'esprit à l'égard de la famille mitterrandiste.

Mais reconnaissons que si nous allons au vote, les choses ne seront plus - non seulement au niveau national, mais également dans les sections et dans les fédérations - comme elles sont aujourd'hui. Après ce Comité Directeur et le vote des militants, il n'y a pas d'étape intermédiaire. Nous irons à nos assemblées de motion et rentreront dans le congrès où je l'espère nous pourrons nous rassembler.

* *

*

Mes chers camarades, ayant mesuré les risques d'une absence de synthèse, je n'en suis que plus à l'aise pour dire : bénéficions au moins des avantages de la situation. Décidons aujourd'hui d'aller - avec mesure - à un grand débat d'orientation générale, digne de notre tradition de dialogue et du respect que nous devons à nos militants.

Ceux qui ont voulu le débat doivent aujourd'hui prendre le risque de l'assurer concrètement et complètement.

Prenons les problèmes tels qu'ils sont. Ainsi du développement de la contestation du communisme à l'Est. Nous nous en réjouissons parce qu'il est un mouvement vers la liberté. Nous nous en réjouissons parce qu'il clôt en nous rendant justice un débat idéologique ouvert depuis le congrès de Tours. Ce débat que nous avons failli perdre à plusieurs reprises est aujourd'hui manifestement gagné. Nous nous en réjouissons enfin parce qu'il ouvre de nouvelles perspectives de Paix et de sécurité !

Et cependant, sachons lire au-delà des événements les difficultés nouvelles qu'ils font surgir. On ne déracine pas impunément une réalité figée depuis plusieurs décennies !

Paradoxe de l'Histoire certes, mais la contestation du communisme bureaucratique et dictatorial comprendra inévitablement des effets pervers pour le socialisme démocratique.

En effet, les acteurs politiques de ces nouvelles démocraties ne parviendront pas partout à endiguer une contestation radicale qui inévitablement pousse sinon à droite, en tout cas à la confusion.

Quel paradoxe de voir en RDA que l'idée même du Plan doit s'effacer et que le Ministère est remplacé par un Comité stratégique ! Quel paradoxe d'entendre Walesa faire de la privatisation des entreprises la clé de la réussite économique polonaise en rejetant toute allusion à la nécessité d'un secteur public.

Le comble du paradoxe est là. Que l'échec du communisme renforce non pas le socialisme démocratique mais le capitalisme dans ce qu'il a de plus irrationnel et de plus dangereux.

Ce capitalisme ne fonctionne qu'à partir d'une immense injustice : au profit d'un cinquième de la planète par l'exploitation du reste. Habillons cela des mots adaptés : surendettement, dégradation des termes de l'échange, sous développement. Un milliard d'hommes d'une part, quatre d'autre part.

Au sein même de nos Etats, si nous n'y prenions garde une société à plusieurs vitesses est inévitable.

L'identité du socialisme doit être renforcée. Voilà pourquoi j'ai souhaité il y a un an que le Congrès de Rennes ait une portée idéologique ! Et nous y avons travaillé à la mesure du temps que nous laissait une conjoncture électorale exceptionnellement intense. Le résultat vous le connaissez, il est notamment dans le projet de déclaration de principes que j'ai déjà présenté devant vous et le parti. Et j'espère qu'au cours de ce Comité Directeur, nous pourrons réaliser la synthèse générale au moins sur ce plan.

Cette nouvelle déclaration est ambitieuse quant à la portée de notre socialisme. Un socialisme fondé sur la liberté et qui ne se résume pas à la République ou à la démocratie. Car si la démocratie est la condition du socialisme, elle n'est pas suffisante pour assurer le socialisme !

Cette réflexion sur le contenu d'un socialisme moderne, nous l'avons aussi ébauché dans les colloques "Socialisme de l'An 2000" dont la NRS nous a retracé le débat. Mercredi dernier, sur ma proposition, le Bureau Exécutif a décidé de tenir en février un colloque sur l'évolution du socialisme et du communisme auquel nous inviterons officiellement tous les communistes concernés. Car, notre présence vis-à-vis de l'Est ne se limite pas à donner un nouvel élan à la coopération. Elle nous oblige à une présence renouvelée sur le terrain idéologique.

Mais l'effondrement du communisme nous place, nous socialistes, face à nos responsabilités vis-à-vis de l'Est. Il nous situe aussi face au capitalisme que nous devons transformer. Voilà ce que nous voulons, reste à savoir ce que nous pouvons.

C'est le fond de notre débat avec le gouvernement. Que pouvons nous faire, telle est la question centrale aujourd'hui dans une économie ouverte. Ce que Léon Blum à une autre époque la résumait autour de la distinction : exercice et conquête du pouvoir.

Elle est aussi au coeur de notre congrès. Nous soutenons notre gouvernement. C'est par lui que s'inscrivent dans le réel les ambitions de transformation qui sont les nôtres. Et le travail accompli depuis plusieurs mois est considérable. Mais il nous appartient aussi d'impulser et de préparer le terrain pour l'avenir.

Telle est la distance nécessaire que le parti se donne par rapport au gouvernement.

Parce que parti et gouvernement n'agissent pas selon le même horizon. Je n'ai jamais pour ma part hésité à mettre l'accent sur l'attente des Français. Je l'ai fait à l'automne 1988 à la tribune de l'Assemblée Nationale à propos des fonctionnaires. Je l'ai dit à l'occasion de plusieurs conflits et notamment celui des impôts.

Aujourd'hui, nous avons à mettre une plus grande compétitivité économique au service de l'emploi. Au service d'un emploi plus nombreux. Au service d'un emploi moins précaire.

Ce travail précaire a une importance croissante dans les mouvements d'embauche et est à l'origine de plus de la moitié des inscriptions à l'ANPE. Il est injuste sur le plan social, n'ayant pour seul effet que de fragiliser davantage ceux qu'il touche, notamment les femmes et les jeunes, c'est à dire ceux qui sont déjà les plus vulnérables. Aujourd'hui, il constitue trop souvent, au mieux une "super période d'essai" avant une embauche définitive, au pire une période précédée et suivie du chômage sans espoir de sortir du cercle vicieux.

Le travail précaire ne favorise ni la gestion prévisionnelle des effectifs, ni la politique de formation, qui sont à terme indispensables à la compétitivité des entreprises et de l'économie dans son ensemble.

Cette précarité recèle de grands risques d'effets pervers : elle explique pour partie le caractère instable de notre société.

Nous avons tous la volonté d'ouvrir une nouvelle étape sociale. Le Président de la République en a défini les termes. Nous sommes au confluent de la crise qui s'achève et d'une nouvelle période de croissance. Ce temps est exceptionnel. Il peut être celui d'une grande ambition.

Mais nous savons que l'environnement n'est pas nécessairement favorable aux perspectives qui sont les nôtres. Un grand industriel, Alain Minc, qui dit croire à l'économie de marché et aimer le capitalisme, vient d'écrire un livre dont le titre est "l'argent fou" et dont les quatre premiers chapitres s'intitulent : " L'argent roi, le marché totalitaire, l'argent parasite et le triomphe du capital".

Eh bien, mes chers camarades, lorsque l'argent a tout envahi, et la vie quotidienne, et les médias, et peut être les consciences, il est clair que cet environnement ne va pas nous assurer des générations spontanées de socialistes.

Pardonnez-moi l'expression : mais j'ai le sentiment mes camarades qu'il faudra peut être au cours de ces années ramer à contre-courant.

Est venu aussi le temps des grands débats de société. L'abstention et le refus de la politique, le foulard coranique, les élections de Dreux qui nous ont conduit à souhaiter une politique ambitieuse d'intégration.

Le socialisme est un humanisme. Là où nous rencontrons des adversaires nous avons le devoir de les combattre. Là où nous rencontrons l'indifférence nous avons le devoir de convaincre.

C'est pour appuyer cette volonté que nous avons besoin d'un parti fort. J'en terminerai par là.

Le parti se doit d'être un éveilleur, il se doit de conduire l'opinion plus que de la suivre. C'est la grandeur de sa tâche. Il ne s'agit pas d'installer rue de Solférino un audimat pour sur toutes questions relevées les sondages et appliquer ensuite notre stratégie. On peut se conduire ainsi, on ne fait pas avancer le socialisme.

Comment convaincre l'opinion si nous ne sommes pas un parti de militants, une organisation capable de transformer la société. Tout cela nous conduit à effectivement rénover notre parti.

J'entends participer activement à la rénovation dont notre parti a besoin.

Le Parti Socialiste compte aujourd'hui un peu moins de deux cent milles adhérents. C'est un niveau tout à fait honorable tant par rapport à ce que nous avons connu qu'au regard de la situation de nos camarades des pays latins.

Il n'empêche qu'il faut tout mettre en oeuvre pour élargir notre assise militante car elle constitue un instrument indispensable de transformation de la société. Pour cela, nous devons construire un parti qui respire davantage et qui sache établir les liens indispensables à son ouverture, à son dynamisme et à sa richesse.

Renforçons les liens entre militants et sympathisants. Notre hebdomadaire "Vendredi" connaît un réel succès et nous y aide. Poursuivons notre effort.

Renforçons les liens entre les militants et la Direction. Instituons un véritable dialogue par la tenue de Conventions Nationales trimestrielles.

Renforçons les liens entre les militants et les experts. Organisons encore davantage les réseaux régionaux et invitons-les en réunion de section.

Renforçons les liens entre le Parti et les Socialistes du monde entier. Utilisons la Fondation Jean Jaurès qui vient d'être déclarée.

Mes chers Camarades,

Jamais les chances du socialisme n'ont été aussi grandes après cette année 1989 où nous avons fêté le bicentenaire de la révolution française. Nous sommes les héritiers de générations qui ont vécu deux grandes guerres alors que nous sommes le parti de la paix, qui ont subi l'oppression alors que nous sommes le parti de la liberté, qui ont connu les inégalités alors que nous sommes le parti de la justice sociale.

Restons dignes de cette histoire tout en sachant nous renouveler pour faire progresser la paix, la justice et la solidarité.